

Alerte en Colombie sur un possible décret de commotion interne

Image not found or type unknown



Bogotá, 6 mai (RHC) Plusieurs voix en Colombie ont alerté aujourd'hui sur la possible déclaration de l'état de commotion interne, par un décret qui permettrait au gouvernement d'Ivan Duque d'officialiser la répression contre les manifestations.

Le représentant à la Chambre (du Congrès bicaméral) de la coalition Colombie Humaine et du Mouvement Mais David Racero, via son compte Twitter, a attiré l'attention sur une information provenant du Palais de Nariño -siège de l'exécutif, qui assure que le décret serait prêt.

De même, Sergio Marin, également membre de la Chambre des représentants du parti Commun, a averti que le gouvernement entendait déclarer l'état de troubles intérieurs, mais la solution à la crise actuelle que vit le pays ne consiste pas à donner plus de pouvoir au pouvoir et de réprimer le peuple par la force militaire.

À son avis, la réponse est de garantir la vie et les droits des Colombiens.

'Le gouvernement doit écouter le peuple! C'est une question de volonté politique', a souligné le législateur également sur le même réseau social.

Au milieu de la situation chaotique que vit la nation sud-américaine, engendrée par la violence des forces publiques contre des manifestants, avec plus de 31 morts depuis le 28 avril, un large secteur du Centre démocratique au pouvoir a demandé au président Ivan Duque de déclarer cette situation extraordinaire.

Conformément à l'article 213 de la Constitution colombienne, le président peut avoir recours à cette mesure en cas de grave perturbation de l'ordre public portant atteinte de manière imminente à la stabilité institutionnelle, à la sécurité de l'État ou à la coexistence citoyenne, et qui ne peut être combattue par l'usage des pouvoirs ordinaires des autorités de police'.

Par cette déclaration, le Gouvernement aura le pouvoir de réprimer les manifestations, de prendre le contrôle des médias, d'ordonner l'arrestation de citoyens sur lesquels il y a des indices de la commission présumée de plusieurs infractions.

Depuis la grève nationale du 28 avril contre la réforme fiscale visant à augmenter les impôts, la police et l'armée ont réprimé avec une force excessive les manifestations dans diverses villes du pays.

Des organismes internationaux comme les Nations Unies, l'Union européenne, ainsi que des organisations politiques, syndicales, religieuses de toutes les parties du monde exigent la cessation de la violence en Colombie.

Les manifestations se poursuivent dans de nombreuses parties de ce pays sud-américain, contre la réforme fiscale, exigeant la fin du gouvernement de Duque, des assassinats, des massacres, et le respect de la paix obtenue en 2016, entre autres exigences.

'La Colombie vit sous une dictature » écrivent de très nombreux Colombiens sur Twitter. 'Ils orchestrent tout pour détruire les libertés en Colombie, Uribe dirige l'opération depuis l'Uberrimo', ajoutent d'autres.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/256420-alerte-en-colombie-sur-un-possible-decret-de-commotion-interne>



Radio Habana Cuba